

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 118

Loi modifiant la Loi de l'aide sociale

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

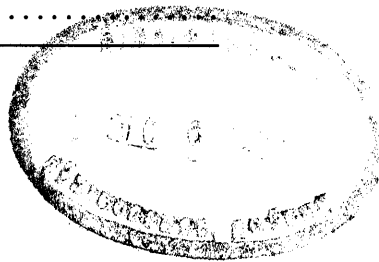
Par M. DENIS LAZURE

Ministre des affaires sociales

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8





### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifiant la Loi de l'aide sociale vise essentiellement:*

— à reformuler les dispositions concernant les règles générales d'admissibilité à l'aide sociale;

— à étendre de trente à soixante jours le délai accordé au plaignant pour demander la révision d'une décision;

— à permettre l'appel de la décision du ministre concernant la permission de se pourvoir en révision à l'expiration de ce délai;

— d'apporter différentes modifications au pouvoir de réglementation du gouvernement.

Art. 1. *Les paragraphes b, c et e de l'article 1 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«b) «famille»: les conjoints ou le survivant ainsi que tout enfant à leur charge et tout enfant non marié qui subvient habituellement et principalement aux besoins de cette famille, le conjoint séparé judiciairement ou de fait ainsi que tout enfant à sa charge et tout enfant non marié qui subvient habituellement et principalement aux besoins de cette famille, les conjoints sans enfant, tout homme ou femme célibataire et tout enfant à sa charge;

c) «chef de famille»: le membre de la famille qui subvient habituellement et principalement aux besoins de cette famille;

e) «enfant à charge»: tout enfant non marié, quelle que soit sa filiation, qui est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il a dix-huit ans ou plus, qui fréquente une institution d'enseignement, et qui dépend du chef de famille pour sa subsistance;».

Art. 2. *Les articles 6 à 11 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**6.** L'aide sociale comble les besoins ordinaires et spéciaux d'une famille ou personne seule qui est privée de moyens de subsistance.

«**7.** Pour les fins de l'article 6, une famille ou une personne seule est réputée ne pas être privée de moyens de subsistance lorsque le chef de cette famille ou cette personne détient un emploi régulier, à plein temps ou à temps partiel, ou un emploi saisonnier, travaille pour son propre compte ou fréquente une institution d'enseignement.

## Projet de loi n° 118

Loi modifiant la Loi de l'aide sociale

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63), modifié par l'article 1 du chapitre 44 des lois de 1970 et par l'article 52 du chapitre 39 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *b*, *c* et *e* par les suivants:

«*b*) «famille»: les conjoints ou le conjoint survivant ainsi qu'un enfant à leur charge, le conjoint séparé judiciairement ou de fait ainsi qu'un enfant à sa charge, les conjoints sans enfant à charge ou une personne célibataire ainsi qu'un enfant à sa charge;

«*c*) «adulte»: une personne seule ou dans le cas d'une famille, le ou les membres de cette famille autres qu'un enfant à charge;

«*e*) «enfant à charge»: tout enfant non marié, quelle que soit sa filiation, qui est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il a dix-huit ans ou plus, qui fréquente une institution d'enseignement, et qui dépend d'un adulte pour sa subsistance;».

**2.** Les articles 6 à 11 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**6.** L'aide sociale ne peut être accordée à une personne seule qui fréquente une institution d'enseignement ou à une famille dont un adulte fréquente une institution d'enseignement, sauf lorsque cette aide est nécessaire pour éviter que cette personne seule ou cette famille ne se trouve dans une situation qui constitue un danger pour la santé ou risque de la conduire au dénuement total.

Toutefois, une famille ou personne seule est censée être privée de moyens de subsistance lorsque le chef de cette famille ou cette personne accomplit un travail approuvé par le ministre et dont le but principal est sa formation ou sa réadaptation ou a quitté un emploi régulier pour poursuivre des études en vertu d'un programme de formation ou de réadaptation approuvé par le ministre.

Une famille ou personne seule est aussi censée être privée de moyens de subsistance lorsque le chef de cette famille ou cette personne est incapable, en raison de son état physique ou mental, de combler par son travail les besoins ordinaires et spéciaux de sa famille, ou ses propres besoins s'il s'agit d'une personne seule.

«**8.** L'aide sociale comble les besoins spéciaux d'une famille ou personne seule qui n'est pas privée de moyens de subsistance, lorsque cette aide est nécessaire pour éviter qu'elle n'en soit privée ou qu'elle ne se trouve dans une situation qui constitue un danger pour sa santé ou risque de la conduire au dénuement total.

«**9.** Lorsque l'aide sociale accordée à une famille ou personne seule en vertu de l'article 8 n'est pas suffisante pour éviter qu'elle soit privée de moyens de subsistance ou qu'elle se trouve dans une situation qui constitue un danger pour sa santé ou risque de la conduire au dénuement total, le ministre lui accorde l'aide sociale pour combler ses besoins ordinaires et spéciaux et peut lui proposer un plan de relèvement.

À défaut par cette famille ou personne seule d'accepter le plan qui lui est ainsi proposé, le ministre peut refuser de lui accorder l'aide sociale ou réduire les bénéfices qu'il lui aurait autrement accordés.

«**10.** Une famille ou personne seule à qui l'aide sociale a été accordée en vertu de l'article 6 peut continuer à recevoir cette aide après qu'elle a retrouvé ses moyens de subsistance, si cette aide est nécessaire pour assurer la réadaptation complète et permanente du chef de cette famille ou de cette personne seule, suivant le cas.

«**11.** L'aide sociale ne peut être accordée à une personne qui est membre d'une communauté religieuse en état de subvenir à la subsistance de ses membres, ni à une personne qui est hospitalisée dans un hôpital psychiatrique ou bénéficiaire d'une prestation d'assistance publique accordée en vertu de la Loi de l'assistance publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 216).»

Art. 3 *Le premier alinéa de l'article 12 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**12.** L'aide sociale peut être refusée, discontinuée, suspendue ou réduite dans le cas de toute personne qui, sans raison suffisante:

a) refuse ou abandonne un emploi qu'elle pourrait remplir ou continuer à remplir;

b) refuse ou néglige de se prévaloir des mesures appropriées de formation ou de réadaptation indiquées par le ministre sauf dans la mesure prescrite par les règlements;

c) cesse de se conformer à un plan de relèvement aux prescriptions duquel elle a accepté de se conformer en vertu de l'article 9;

d) refuse ou néglige d'exercer les droits et recours qui lui appartiennent;

«**7.** L'aide sociale ne peut être accordée à une personne seule qui a perdu son emploi du fait d'un arrêt de travail dû à un conflit collectif ou à une famille dont un adulte a perdu son emploi dans les mêmes circonstances, sauf si cette aide était déjà versée et se serait poursuivie même si l'adulte avait conservé son emploi.

Est considéré avoir perdu son emploi du fait d'un arrêt de travail dû à un conflit collectif, l'adulte qui pour ce motif, n'est pas déclaré admissible, par la Commission d'assurance-chômage, à des prestations en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada, 1970-71-72, chapitre 48).

«**8.** L'aide sociale ne peut être accordée à une personne seule qui est membre d'une communauté religieuse en état de subvenir aux besoins de ses membres ou qui est bénéficiaire d'une prestation accordée en vertu de la Loi de l'assistance publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 216).

«**9.** Une famille ou une personne seule à qui l'aide sociale a été accordée peut continuer à recevoir cette aide après que qu'elle a retrouvé des revenus suffisants pour combler ses besoins, dans le but d'assurer la réadaptation complète et permanente de cette famille ou personne seule.

«**10.** Le ministre peut proposer un plan de relèvement à une famille ou à une personne seule qui reçoit l'aide sociale ou en fait la demande.»

**3.** L'article 12 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**12.** L'aide sociale peut être refusée, discontinuée, suspendue ou réduite dans le cas de tout adulte qui, sans raison suffisante:

*a)* refuse ou abandonne un emploi qu'il pourrait remplir ou continuer à remplir;

*b)* refuse ou néglige de se prévaloir des mesures appropriées de formation ou de réadaptation indiquées par le ministre sauf dans la mesure prescrite par les règlements;

e) refuse ou néglige de se prévaloir des avantages dont elle peut bénéficier en vertu de toute autre loi;

f) refuse ou néglige de fournir les renseignements et documents requis pour l'étude de sa demande.»

Art. 4. *L'article 14 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**14.** Une personne ne cesse pas d'être membre d'une famille du seul fait qu'elle se trouve temporairement hors du foyer familial.

Une personne ne cesse pas d'être le conjoint d'un chef de famille du seul fait qu'elle a cessé temporairement de cohabiter avec lui.»

Art. 5. *L'article 16 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**16.** Le ministre peut, pour les fins de l'application de la présente loi et dans l'intérêt de la famille, reconnaître comme chef de famille un membre autre que celui qui subvient habituellement et principalement aux besoins de cette famille.»

Art. 6. *Cette disposition a principalement pour but d'étendre le délai durant lequel un plaignant peut introduire un pourvoi en révision de trente à soixante jours et d'accorder au plaignant la possibilité de porter en appel devant la Commission des affaires sociales la décision du ministre relative à la permission de se pourvoir en révision après ce délai.*

*Les articles 28 et 29 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**28.** Le pourvoi en révision est introduit par une demande faite par écrit dans les 30 jours de la date à laquelle le plaignant a été avisé de la décision dont il demande la révision. Le ministre peut permettre au plaignant de se pourvoir en révision après ce délai s'il démontre qu'il a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

La demande de révision doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués et être adressée à la personne désignée à cette fin par le ministre, conformément aux règlements.

«**29.** Sur réception de la demande de révision, le ministre ou la personne désignée par lui doit vérifier les faits et circonstances de l'affaire, analyser les motifs invoqués et rendre sa décision dans les 30 jours de la réception de la demande de révision. Il doit immédiatement aviser par écrit la personne intéressée de la décision rendue, des raisons qui la motivent et de son droit d'en appeler conformément à la présente loi.»



c) refuse d'accepter un plan de relèvement qui lui est proposé en vertu de l'article 10 ou cesse de s'y conformer après l'avoir accepté;

d) refuse ou néglige d'exercer les droits et recours qui lui appartiennent;

e) refuse ou néglige de se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi;

f) refuse ou néglige de fournir les renseignements et documents requis pour l'étude de sa demande.»

**4.** L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**14.** Une personne ne cesse pas d'être membre d'une famille du seul fait qu'elle se trouve temporairement hors du foyer familial sauf dans les cas déterminés par règlement.»

**5.** L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**16.** Une personne de moins de dix-huit ans ne peut recevoir d'aide sociale à titre de personne seule.

Elle ne peut être considérée à titre d'adulte constituant une famille avec une autre personne que si elle est mariée à cette personne ou si elle est père ou mère d'un enfant à charge.»

**6.** Les articles 28 et 29 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**28.** Le pourvoi en révision est introduit par une demande faite par écrit dans les soixante jours de la date à laquelle le plaignant a été avisé de la décision dont il demande la révision.

La demande de révision doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués et être adressée au ministre ou à la personne désignée à cette fin par lui, conformément aux règlements.

Sur réception de la demande de révision, le ministre ou cette personne doit vérifier les faits et circonstances de l'affaire, analyser les motifs invoqués et rendre sa décision dans les trente jours de la réception de la demande de révision. Il doit immédiatement aviser par écrit la personne intéressée de la décision rendue, des raisons qui la motivent et de son droit d'en appeler conformément à la présente loi.

«**29.** Malgré l'article 28, le ministre peut permettre au plaignant de se pourvoir en révision après le délai visé dans le premier alinéa de l'article 28 s'il démontre qu'il a été, en fait, dans

Art. 7. *L'article 42 de la loi est modifié en concordance avec les articles 28 et 29 proposés par l'article 6 du projet de loi.*

Art. 8. *Les paragraphes e, g, 1 et w du premier alinéa de l'article 48 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«e) la mesure dans laquelle les besoins ordinaires d'une famille ou d'une personne seule peuvent être comblés au moyen de l'aide sociale et les méthodes suivant lesquelles ces besoins doivent être prouvés et évalués;

«g) les cas dans lesquels l'incapacité physique ou mentale d'un chef de famille ou d'une personne seule rend cette famille ou personne admissible à l'aide sociale et la façon dont cette incapacité doit être établie;

«l) les cas dans lesquels le ministre peut reconnaître comme chef de famille un membre autre que celui qui subvient habituellement et principalement aux besoins de cette famille;

«w) la définition des expressions «moyens de subsistance», «emploi régulier» et «emploi saisonnier», pour les fins de la présente loi.»

l'impossibilité d'agir plus tôt. Cette décision est sujette à appel devant la Commission des affaires sociales dans les quinze jours de la date à laquelle le plaignant a été avisé de celle-ci.

Si la Commission infirme la décision du ministre rendue en vertu du présent article, ce dernier ou la personne désignée par lui doit examiner les faits et circonstances de l'affaire, analyser les motifs invoqués et rendre sa décision dans les trente jours de la réception de la décision de la Commission.

Le ministre doit immédiatement aviser par écrit la personne intéressée de la décision rendue, des raisons qui la motivent et de son droit d'en appeler conformément à la présente loi.»

**7.** L'article 42 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 44 des lois de 1970 et par l'article 54 du chapitre 39 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**42.** Toute personne visée dans l'article 27 qui se croit lésée à la suite d'une décision rendue en vertu de l'article 28 ou du deuxième alinéa de l'article 29 peut en appeler à la Commission des affaires sociales.»

**8.** L'article 48 de ladite loi est modifié:

a) par l'addition, à la fin du paragraphe *e* du premier alinéa, de ce qui suit: «dans la détermination de l'aide, il peut être tenu compte de l'âge, de l'aptitude au travail d'une personne seule ou des membres d'une famille sans enfant à charge ou n'en ayant pas eu qui soit décédé, ainsi que du fait qu'une famille ou une personne seule vit chez un parent ou un enfant;»;

b) par le remplacement du paragraphe *g* du premier alinéa par le suivant:

«*g*) les cas dans lesquels l'incapacité physique ou mentale d'une personne seule ou d'un adulte membre d'une famille rend cette personne seule ou cette famille admissible à l'aide sociale et la façon dont cette incapacité doit être établie;»;

c) par la suppression du paragraphe *l* du premier alinéa;

d) par le remplacement du paragraphe *w* du premier alinéa par le suivant:

«*w*) la définition du mot «ménage» pour les fins de la présente loi.»

**9.** Sauf à l'égard des causes pendantes le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 118*), le paragraphe *a* de l'article 8 de la présente loi a effet à compter du 12 décembre 1969 et l'article 7, édicté par l'article 2 de la présente loi, a effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

**10.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.